

Unité départementale du Loiret
3 rue du Carbone
45072 ORLEANS CEDEX 2

Orléans, le 04/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



VALRECY

Les Musets
45200 AMILLY

Références : VAT20220219

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2022 dans l'établissement VALRECY implanté Les Musets 45200 AMILLY. L'inspection a été annoncée le 16/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALRECY
- Les Musets 45200 AMILLY
- Code AIOT dans GUN : 0010004080
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Les activités du site résident dans le tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux. Le site dispose d'un point d'apport volontaire de déchets de métaux pour les particuliers et d'un centre VHU.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites réservées à l'inspection du 5 juin 2019
- Contrôle des dispositions réglementaires relatives aux installations de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux
- Contrôle des dispositions réglementaires relatives aux moyens de lutte contre un sinistre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Contrôle des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.II	/	Mise en demeure, respect de prescription
NC1* VI 05/06/2019	AP Complémentaire du 23/07/2019, article 4.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
NC5 VI 05/06/2019	AP Complémentaire du 29/04/2008, article Chapitre 3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Demande 3 VI 05/06/2019	AP Complémentaire du 29/04/2008, article Article 2.51.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Agrément VHU	AP Complémentaire du 23/07/2019, article 3.4.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.6.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.6.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.6.	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
Demande 4 VI 05/06/2019	AP Complémentaire du 29/04/2008, article Chapitre 3.7	/	Sans objet
Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 1er	/	Sans objet
Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Quantité et nature des déchets entreposés	Arrêté Préfectoral du 29/04/2008, article 1.1.5.	/	Sans objet
Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV	/	Sans objet
Contrôle des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.I	/	Sans objet
Contrôle des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.III	/	Sans objet
Traçabilité	Code de l'environnement du 14/04/2022, article R.541-43	/	Sans objet
Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
Traçabilité	Décret du 16/07/2021, article 1er I 9° a et b	/	Sans objet
Efficacité du tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.V	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
Demande 2 VI 05/06/2019	AP Complémentaire du 29/04/2008, article Chapitre 3.5	/	Sans objet
Demande 5 VI 05/06/2019	Code de l'environnement du 14/04/2022, article L.541-1-II -2°	/	Sans objet
Agrément VHU	AP Complémentaire du 23/07/2019, article 3.4.	/	Sans objet
Stockage des déchets	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 1.1.5.	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.5.	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.5.	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.7.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Quantité et nature des déchets entreposés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2008, article 1.1.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximales de stockage
Prescription contrôlée : - cartons en vrac : 10 tonnes - balles de cartons en attente d'expédition : 60 tonnes - bois (attente broyage et broyé) : 40 tonnes
Constats : Conforme.
Observations : Consultation de l'état des stocks au 14 avril 2022. Quantité de cartons en vrac : 0 tonne, quantité de balles de cartons en attente d'expédition : 33 tonnes et quantité de bois (en attente de broyage et broyé) : 9 tonnes. Les quantités fixées à l'article 1.1.5. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2008 sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV
Thème(s) : Risques chroniques, Volume des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks.
Constats : Conforme.
Observations : Le logiciel de gestion des déchets entrants et sortants permet à l'exploitant d'évaluer le volume de ses stocks.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des tas de déchets
Prescription contrôlée : Hauteur des tas de déchets : maximum 6 mètres de haut ou trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'une habitation.
Constats : Conforme.
Observations : La hauteur de tas des déchets ne dépasse pas six mètres de haut.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.I
Thème(s) : Risques chroniques, Admissibilité des déchets
Prescription contrôlée : L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
Constats : Conforme.
Observations : Le site est équipé d'un portique de détection de la radioactivité. Le portique a fait l'objet d'une vérification le 19 octobre 2021 par la société Bertin Technologies.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.II
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'information préalable
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. [...] - producteur et origine géographique du déchet - composition, apparence - code déchet - essais réalisés
Constats : Incohérence entre le code déchet, le nom usuel du déchet, l'origine du déchet et les risques inhérents au déchet sur les fiches d'information préalable à l'admission.
Observations : Par sondage, vérification de fiches d'information préalables à l'admission. Pour la fiche dont le producteur est une société de carrosserie industrielle, l'appellation usuelle du déchet est DIB, le code déchet est 19 12 12 (autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11) et les risques sont toxique, nocif, inflammable et irritant. Le code de déchets n'est donc pas en cohérence avec la mention de la présence de substances dangereuses. Pour la fiche dont le producteur est une société de maçonnerie, l'appellation usuelle du déchet est DIB et le code déchet est 19 12 12
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Contrôle des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.III
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'admission
Prescription contrôlée : a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant procède à : <ul style="list-style-type: none">- vérification de l'information préalable- collecte des informations pour le registre- contrôle visuel- accusé de réception pour chaque livraison
Constats : Conforme.
Observations : Présentation de la procédure d'admission des déchets qui comporte l'ensemble des items mentionnés à l'article 13.III de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/04/2022, article R.541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants et sortants.
Prescription contrôlée : Tenue du registre des déchets entrants et sortants.
Constats : Conforme.
Observations : L'installation dispose d'un registre des déchets entrants et sortants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre des déchets entrants.
Prescription contrôlée : Le registre des déchets entrants comporte au minimum les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet et pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo, l'heure de la pesée du déchet- la dénomination usuelle du déchet- le code du déchet entrant- s'il s'agit de déchets POP- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle- le cas échéant, le numéro du ou des BSDD- la quantité de déchets entrants en tonnes ou m³- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de réception si le déchet est géré par un courtier ou un négociant- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs ainsi que leur numéro de réception- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 (TTD)- le cas échéant le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la convention de Bâle.
Constats : Le registre des déchets entrants au titre de l'année 2022 ne comporte pas tous les items listés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
Observations : Le registre des déchets entrants au titre de l'année 2022 ne comporte pas tous les items listés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets, le numéro SIRET du producteur initial du déchet ainsi que la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre des déchets sortants
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants comporte au minimum les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition du déchet- la dénomination usuelle du déchet- le code du déchet- s'il s'agit de déchets POP- le cas échéant le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle- le cas échéant, le numéro du ou des BSDD- la quantité de déchets sortants en tonne ou en m³- l'adresse de l'établissement- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet ainsi que leur numéro de réception- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de réception si le déchet est géré par un courtier ou un négociant- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle
Constats : Conforme.
Observations : le registre des déchets sortants comporte l'ensemble des items mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traçabilité

Référence réglementaire : Décret du 16/07/2021, article 1er I 9° a et b
Thème(s) : Risques chroniques, Attestation de valorisation
Prescription contrôlée : Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets « de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre » l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.
Constats : Conforme.
Observations : Consultation de l'attestation délivrée par l'installation au producteur de déchets (société de plomberie, chauffage,...) relative à des déchets de papier/carton et de métal. L'attestation est conforme à l'annexe I-A de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Efficacité du tri

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.V
Thème(s) : Produits chimiques, Opérations de tri des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).
Constats : Conforme.
Observations : Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire. Les outils de tri disponibles sur le site sont un grappin pour la majorité des déchets. Les cartons sont triés manuellement. Au titre de l'année 2021, les refus de tri représentent 47% de la quantité de déchets entrants sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.
Constats : Conforme.
Observations : Le site dispose d'une quarantaine d'extincteurs et d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées <ul style="list-style-type: none">- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque.
Constats : Conforme.
Observations : Présence d'une réserve de sable meuble et sec.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : Conforme.
Observations : Les extincteurs font l'objet d'une vérification annuelle par la société DESAUTEL. Les dernières vérifications ont eu lieu le 2 mars 2022, le 22 mars 2021 et 3 mars 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC1* VI 05/06/2019

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/07/2019, article 4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">- pH : entre 5,5 et 8,5- température : 30°C- Matières en suspension : 35 mg/l- DCO : 125 mg/l- DBO5 : 30 mg/l- Plomb : 0,5 mg/l- Chrome hexavalent : 0,1 mg/l- Arsenic : 0,1 mg/l- Etain : 2 mg/l- Mercure : 0,05 mg/l- Cadmium : 0,2 mg/l- Cyanures totaux : 0,1 mg/l- Indice phénol : 0,3 mg/l- AOX : 5 mg/l- PCB (28,52,101,138,153, 180 et 194) : 0,05 mg/l- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l- Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) : 15 mg/l
Constats : Les résultats des analyses portant sur la qualité des eaux résiduaires rejetées au milieu naturel montrent une concentration en hydrocarbures totaux (7,9 mg/l) supérieure à la valeur limite fixée à l'article 4.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2019.
Observations : Présentation des résultats d'analyses effectuées par le laboratoire WESSLING en février 2022. Les résultats d'analyses montrent une concentration en DCO inférieure à la valeur limite fixée à l'article 4.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2019. La non-conformité (NC1*) relevée lors de l'inspection du 5 juin 2019 est levée. Les résultats des analyses portant sur la qualité des eaux résiduaires rejetées au milieu naturel montrent une concentration en hydrocarbures totaux (7,9 mg/l) supérieure à la valeur limite fixée à l'article 4.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2019. La non-conformité (NC1*) relevée lors de l'inspection du 5 juin 2019
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : NC5 VI 05/06/2019

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2008, article Chapitre 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage temporaire des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des substances dangereuses sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
Constats : Les aires de transit des déchets et de circulation ne sont pas étanches et présentent des dégradations importantes sur de nombreuses parties du site.
Observations : Les aires de transit des déchets et de circulation ne sont pas étanches et présentent des dégradations importantes sur de nombreuses parties du site. La non-conformité (NC5) relevée lors de l'inspection du 5 juin 2019 n'est pas levée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Demande 2 VI 05/06/2019

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2008, article Chapitre 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Transport
Prescription contrôlée : Chaque lot de déchets dangereux expédiés vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi [...]
Constats : Conforme.
Observations : Présentation du BSD complet pour l'élimination des traverses de chemin de fer crésotées. L'exploitant dispose de l'arrêté préfectoral de l'installation où ont été expédiées les traverses. La demande (D2) relevée lors de l'inspection du 5 juin 2019 est satisfaite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Demande 3 VI 05/06/2019

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2008, article Article 2.51.
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des stockages
Prescription contrôlée : [..] Le stockage des bouteilles de gaz n'est autorisé qu'à l'extérieur, dans des racks métalliques fermés. [...]
Constats : Les bouteilles de gaz ne sont pas stockées dans des racks métalliques fermés.
Observations : Suite à la demande (D3) relevée lors de l'inspection du 5 juin 2019, les bouteilles de gaz ont été évacuées par ANTARGAZ le 27 novembre 2019. La demande D3 est satisfaite. Les bouteilles de gaz récupérées depuis l'inspection précédente ne sont pas stockées dans des racks métalliques fermés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Demande 4 VI 05/06/2019

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2008, article Chapitre 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle de traitement des déchets dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à une déclaration annuelle sur la nature, la quantité et la destination des déchets dangereux produits.
Constats : La quantité de déchets dangereux entrants au titre de l'année 2020 est différente de la quantité de déchets dangereux sortants au titre de l'année 2020.
Observations : Consultation de la déclaration annuelle sur la nature, la quantité et la destination des déchets dangereux produits au titre de l'année 2020. La demande (D4) relevée lors de l'inspection du 5 juin 2019 est levée. La quantité de déchets entrants au titre de l'année 2020 (490,406 tonnes) est différente de la quantité de déchets sortants au titre de l'année 2020 (168,323 tonnes). Il en est de même de la quantité de déchets non dangereux entrants au titre de l'année 2020 (16903,619 tonnes) est différente de la quantité de déchets non dangereux sortants au titre de l'année 2020 (13231,334 tonnes). L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier ces différences.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Demande 5 VI 05/06/2019

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/04/2022, article L.541-1-II -2°
Thème(s) : Risques chroniques, Elimination des déchets
Prescription contrôlée : [...] de mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant a mis en place une benne afin de stocker les déchets de mobilier. Ces déchets sont évacués pour recyclage dans une installation spécialisée à cet effet. L'exploitant a présenté les refus de prise en charge des déchets d'activités économiques des installations d'incinération (SUEZ à Amilly et ARCEVAL à Gien) La demande (D5) lors de l'inspection du 5 juin 2019 est satisfaite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Agrément VHU

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/07/2019, article 3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité de VHU
Prescription contrôlée : La quantité annuelle admise maximale est limitée à 2600 VHU
Constats : Conforme.
Observations : Consultation de la déclaration à l'ADEME des VHU réceptionnés sur le site en 2021. 92 VHU ont été réceptionnés sur le site, soit une quantité inférieure à la quantité fixée à l'article 3.4. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Agrément VHU

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/07/2019, article 3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Origine géographique des VHU
Prescription contrôlée : Les VHU proviennent principalement du département du Loiret et des départements limitrophes
Constats : Des VHU provenant de départements non limitrophes au Loiret ont été réceptionnés sur le site.
Observations : Consultation du registre de police. Des VHU en provenance des départements de l'Indre-et-Loire, de Paris, de la Côte d'Or et du Val de Marne ont été réceptionnés sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2008, article 1.1.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités maximales
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- DIB en attente de tri : 150 tonnes- DIB en mélange, en attente de broyage : 90 tonnes- DIB broyés : 130 tonnes- DIB refus de tri : 30 tonnes dans compacteur- plastiques en balles : 75 tonnes
Constats : Conforme.
Observations : L'état des stocks le jour de l'inspection montre une quantité de DIB en attente de tri de 13 tonnes, une quantité de DIB en mélange, en attente de broyage de 80 tonnes, une quantité nulle de DIB broyés et une quantité de plastiques en balles de 7,7 tonnes. Ces quantités sont inférieures aux quantités fixées à l'article 1.1.5. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2008.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : Une réserve en eau de 400 m ³ est disponible en permanence sur le site.
Constats : Conforme.
Observations : Le site dispose d'une réserve en eau de 400 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : La réserve incendie devra être équipée de 2 lignes d'aspiration
Constats : Conforme.
Observations : Présence de deux lignes d'aspiration au niveau de la réserve incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : En tout temps, l'aire de stationnement des engins d'incendie doit être utilisable (voirie lourde) et non utilisée à d'autres usages
Constats : L'aire de stationnement ne dispose pas d'une voirie lourde.
Observations : L'aire de stationnement ne dispose pas d'une voirie lourde. Cette aire est constituée d'un sol meuble non imperméabilisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : La surface de cette aire doit être de 32 m ² par engin, soit 64 m ² , une pente douce (environ 2 cm par mètre) permettra d'évacuer l'eau de ruissellement ou de refroidissement
Constats : L'aire de stationnement des engins d'incendie ne dispose pas d'une pente douce permettant d'évacuer l'eau de ruissellement ou de refroidissement. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la surface de cette aire.
Observations : L'aire de stationnement des engins d'incendie ne dispose pas d'une pente douce permettant d'évacuer l'eau de ruissellement ou de refroidissement. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la surface de cette aire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : Cette aire de stationnement doit être signalée par des pancartes très visibles précisant la destination et en même temps l'interdiction de l'utiliser à tout autre usage que celui auquel elle est destinée
Constats : L'aire de stationnement n'est pas signalée par des pancartes.
Observations : L'aire de stationnement n'est pas signalée par des pancartes très visibles précisant la destination et en même temps l'interdiction de l'utiliser à tout autre usage que celui auquel elle est destinée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 600 m ³ [...]
Constats : Conforme.
Observations : Présence d'un bassin de confinement étanche.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre des déchets entrants
Prescription contrôlée : Le registre des déchets entrants comporte au minimum les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet ;- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;- la quantité du déchet entrant ;- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;- le cas échéant, « le numéro de notification prévu par le règlement susvisé » ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée.
Constats : Le registre des déchets entrants présente de nombreuses erreurs et incohérences.
Observations : Consultation du registre des déchets entrants au titre de l'année 2021. Présence de plusieurs erreurs de codes de traitement et d'incohérences (dénomination usuelle du déchet : DIB, code déchet : 19 02 03 et producteur du déchet, absence * pour la réception de déchets dangereux, code RR1 : ce code est erroné, code R4 en lieu et place du code R12,...)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre des déchets sortants
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition du déchet ;- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;- la quantité du déchet sortant ;- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.
Constats : Le registre des déchets sortants au titre de l'année 2021 présente de nombreuses erreurs et incohérences et est incomplet.
Observations : Le registre des déchets sortants au titre de l'année 2021 présente de nombreuses erreurs et incohérences. code du traitement pour les DIB expédiés en ISDND erroné, déchet de bois : code déchet erroné, DIB : code déchet erroné, absence du numéro du BSD pour les déchets dangereux, absence du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) n°1013/2006 pour les déchets expédiés en Espagne).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet